

Combien d'emplois perdus ?

Les pays d'Asie du Sud-Est ne sont pas responsables du chômage européen.

Le débat sur les délocalisations des emplois a été lancé en France en 1993 par la publication du rapport du sénateur Jean Arthuis, aujourd'hui Ministre des finances : les importations en provenance des pays à bas salaires, plus particulièrement de l'Est et du Sud-Est asiatique, seraient une cause importante du chômage en Europe. Selon l'étude économique des échanges entre ces deux régions du monde, cette accusation est injustifiée.

Délocaliser signifie fermer un établissement et transférer sa production à l'étranger pour la réimporter. Après une première dérive qui a consisté à nommer ainsi tout investissement à l'étranger, même sans objectif de réimportation, on a désigné sous ce terme l'ensemble des importations de produits manufacturés en provenance de pays à bas salaires. Cet abus de langage sous-entend que ces importations seraient organisées par des entreprises françaises ou européennes implantées dans ces pays.

L'Asie n'a, en fait, absorbé qu'un pourcentage infime des investissements européens à l'étranger. Contrairement à une

idée reçue, les entreprises européennes qui s'y sont installées ne sont pas des industries à haute intensité de main-d'œuvre : la plupart ont investi dans les secteurs de l'énergie, de la chimie et de la pétrochimie. On évalue à 400 000 environ les effectifs employés par les entreprises européennes en Asie alors que les entreprises asiatiques, notamment japonaises, emploient 150 000 salariés en Europe. La comparaison de ces chiffres et du nombre de chômeurs en Europe est éloquent.

EMPLOI ET COMPÉTITIVITÉ

Passons au second volet : les échanges avec les pays asiatiques ont-ils des conséquences sur l'emploi ? Depuis deux ans le classement du *World Competitiveness Report*, qui s'appuie sur plusieurs centaines de critères, a attiré l'attention sur la compétitivité des pays asiatiques : alors que la France est au treizième rang, Singapour est au deuxième derrière les États-Unis, Hong Kong est au troisième, le Japon au quatrième et Taiwan au onzième. Les bas salaires ne suffisent pas à expliquer ces performances : les nations les plus

compétitives ne sont pas celles dont les coûts horaires sont les plus faibles.

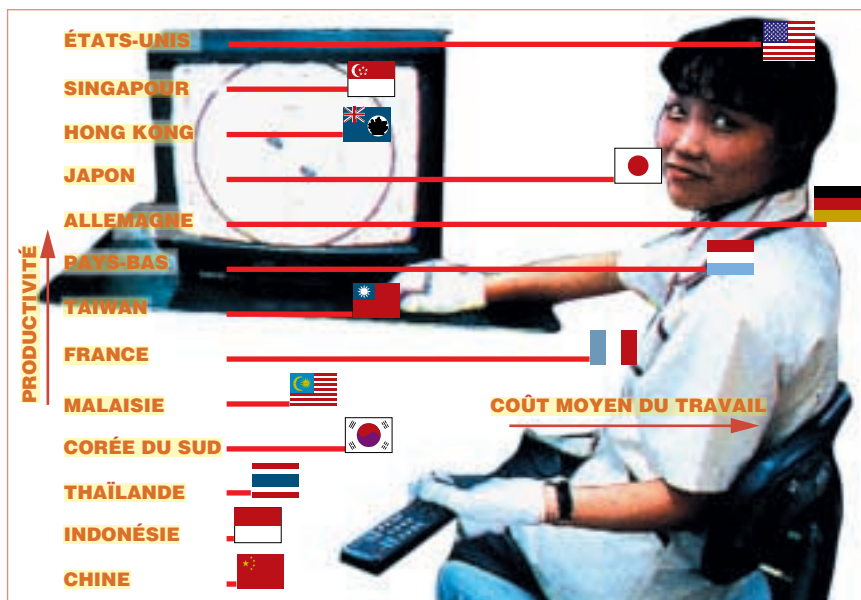
La dénonciation de l'utilisation de main-d'œuvre sous-payée oublie que les bas salaires caractérisent le sous-développement et s'accompagnent souvent d'une faible productivité. Les salaires de l'industrie textile sont 50 fois plus élevés en Allemagne qu'au Viêt-nam, mais la différence de productivité ramène à 3,5 le rapport entre les coûts unitaires du travail. Ces différences de salaires diminuent : le salaire horaire était huit fois plus élevé en France qu'en Corée à la fin des années 1970 ; il n'est que trois fois supérieur en 1994. Des évolutions analogues sont perceptibles à Taiwan, à Singapour et en Malaisie, qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre. Faudra-t-il que le sous-emploi disparaisse pour que les salaires augmentent en Chine ? Ce n'est pas sûr. Dans les nouveaux pays industrialisés, les industriels proposent des rémunérations élevées pour fidéliser la main-d'œuvre et les salaires augmentent plus vite que l'on ne s'y attendrait.

Ces pays ont aussi misé sur la qualité des ressources humaines. Les « petites mains » coréennes ou taiwanaises des années 1960 avaient effectué leur scolarité primaire. Aujourd'hui il y a proportionnellement plus de Coréens que de Français à l'université. En revanche, les pays du Sud-Est asiatique, en particulier la Thaïlande, qui n'ont pas accordé la même priorité à l'enseignement, souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

L'étude de la compétitivité privilégie les caractéristiques de l'offre, or la montée en puissance de pays aussi peuplés bouleversera la répartition de la demande mondiale. Dans plusieurs secteurs (l'automobile, les télécommunications, l'énergie, le transport aérien, le tourisme), les pays de l'Est et du Sud-Est asiatique sont les débouchés les plus importants. En 1995, cette région importe des pays européens autant que le continent Nord-américain. La Corée et Taiwan importent ensemble autant que l'Amérique latine.

Les produits asiatiques ne constituent que cinq pour cent des importations manufacturières européennes (23 pour cent aux États-Unis et 36 pour cent au Japon) et les pays européens dégagent des excédents dans leurs échanges avec la plupart d'entre eux, à l'exception de la Chine. Toutefois comme les produits importés incorporent plus de travail que ceux que nous exportons, le solde en termes d'emplois est déficitaire. Différentes évaluations de ce déficit pour la France varient entre 100 000 et 200 000 emplois. Là encore, on est loin des déclarations les plus alarmistes.

J. Raphaël CHAPONNIÈRE
CNRS, IREPD – Grenoble



Les bas salaires pratiqués dans certains pays asiatiques s'accompagnent souvent d'une faible productivité. Les entreprises européennes y transfèrent peu d'emplois.